

1 - Actualité nationale et internationale

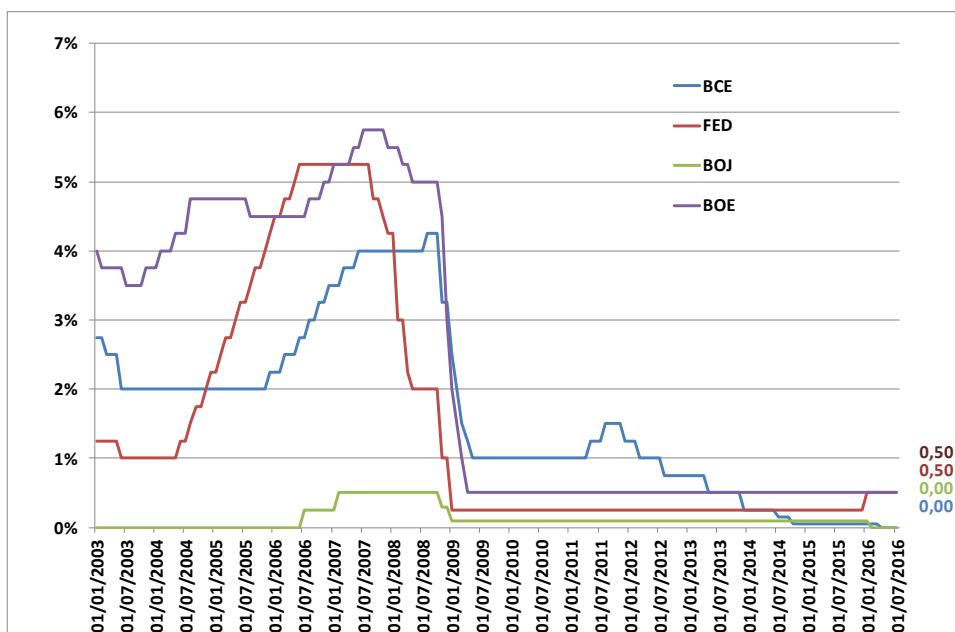
Conjoncture internationale au deuxième trimestre 2016 : Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni.

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier. Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. [...] Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %). Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres consécutifs de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche constitué un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %. [...] Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : [FMI](#) et [INSEE](#) - Données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les publications de l'IEOM : <http://www.ieom.fr/ieom/publications/>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Progression du chômage de 0,2 % sur un mois et recule de 0,7 % sur l'année en France

Fin juin 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 525 700. Ce nombre diminue de 0,2 % sur trois mois (soit -5 300 personnes) ; il progresse de 0,2 % sur un mois (+5 400 personnes) et recule de 0,7 % sur un an (-24 600 personnes). Sur trois mois, ce nombre augmente de 0,6 % pour les moins de 25 ans (+0,8 % sur un mois et -5,7 % sur un an), recule de 0,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (stable sur un mois et -1,2 % sur un an) et de 0,2 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,2 % sur un mois et +3,8 % sur un an).

Chômage stable sur un mois et en baisse sur un an en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en juin 2016, stable par rapport à mai 2016, et en baisse par rapport au taux de 11,0 % observé en juin 2015. Il s'agit toujours du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en juin 2016, soit le même niveau par rapport à mai 2016, et en baisse en glissement annuel (9,5 % en juin 2015). Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en juin 2016, 20,986 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,269 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 37 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2015, le chômage a baissé de 2,114 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,363 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été observés à Malte (4,0 %), en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,3 % en avril 2016) et en Espagne (19,9 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en juillet 2016, en hausse par rapport au mois de juin où il était de 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les postes alimentation, alcool et tabac devraient connaître la progression la plus élevée en juillet (1,4 %, comparé à 0,9 % juin), suivis des services (1,2 %, comparé à 1,1 % en juin), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, stable comparé à juin) et de l'énergie (- 6,6 %, comparé à - 6,4 % en juin).

Banque de France

Indicateurs conjoncturels France et zone euro N° 331 du 5 août 2016

En France, l'indice PMI final est en hausse en juillet dans le secteur manufacturier (48,6, après 48,3 en juin) comme dans les services (50,5, après 49,9 en juin). Les immatriculations de voitures neuves reculent en juillet (- 5,0 %), après - 1,6 % en juin. En zone euro, l'indice PMI final baisse légèrement dans le secteur manufacturier (52,0, après 52,8 en juin) mais reste relativement stable dans les services (52,9, après 52,8 en juin).

Télécharger la publication : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-05-08-2016.pdf

Swift

Sécurisation des opérations

Le réseau interbancaire a annoncé le lancement d'une campagne de promotion des outils permettant à ses utilisateurs de sécuriser leurs opérations, dans le cadre du Customer Security Program. Swift a précisé ne pas travailler uniquement à « la sécurisation de l'environnement », mais aussi au « renforcement de la sécurité des produits Swift » et à « la promotion des outils de sécurisation envers les membres du réseau ».

Chine

Endettement

Pékin semble avoir des difficultés à éviter un atterrissage brutal de son économie. Son PIB a progressé de 10 % lors de la dernière décennie pour atteindre 6,6 % cette année. La Chine demeure néanmoins l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale, dont elle assure un tiers de la croissance. Le FMI estime que la Chine doit réagir « de toute urgence » à l'envolée des dettes de ses entreprises et cesser d'utiliser le levier du crédit pour doper son activité.

2 – Brèves économiques locales

Comptes économiques rapides 2015 : croissance de la demande intérieure

Le partenariat CEROM, constitué de l'Agence française de développement (AFD), de l'Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF) et de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), a publié les comptes économiques rapides pour l'année 2015. Ceux-ci confirment l'amélioration de l'activité (+1,1 % sur le PIB en volume), soutenue par la croissance de l'investissement, privé et public, ainsi que par la bonne tenue de la consommation des ménages. Ces évolutions semblent confortées par les résultats de l'exécution du budget général de la Polynésie française présentés en Conseil des ministres en août : ils font état d'une augmentation des recettes issues de la fiscalité, en particulier celles sur les revenus des sociétés.

Budget du Pays : emprunt de 3 milliards de F CFP accordé par l'AFD pour le financement des investissements 2016

Le Comité de l'Outre-mer de l'AFD a répondu favorablement à la demande de financement du Pays : l'emprunt contracté, d'un montant de 3 milliards de F CFP, servira à financer les investissements en infrastructure programmés au titre de l'exercice 2016, notamment dans le cadre des partenariats Pays-État. Ainsi, 50 % seront alloués au financement de la part du Pays au troisième instrument financier (3IF). Les 50 % restants iront à l'habitat, en particulier à la construction de logements sociaux programmés dans le cadre du Contrat de Projets, ainsi qu'à la construction d'un collège.

Concurrence : comparatifs de prix des articles de consommation courante, relayés aux consommateurs

Créé par la Direction générale des Affaires économiques (DGAE), l'Observatoire des prix établit depuis juin 2016 un relevé comparatif de prix d'articles de consommation courante afin de développer la concurrence au sein du commerce. Cette mesure de l'intensité concurrentielle s'inscrit dans un contexte de mise en place d'une autorité de la concurrence en Polynésie française en 2015. Initiée pour les supermarchés alimentaires à Tahiti et Moorea, elle a vocation à s'appliquer de manière régulière et à s'étendre à d'autres secteurs économiques. Un partenariat a été mis en place avec la presse afin d'assurer la diffusion régulière des résultats à compter d'août 2016.

Automobile : mise en place de la prime à l'acquisition d'un véhicule neuf

Un dispositif provisoire d'aide pour l'acquisition d'un véhicule neuf, lié à l'opération « Voiture propre », est entré en application le 1^{er} août 2016, dans le cadre des mesures de soutien à la consommation du plan de dynamisation de l'économie présenté par le Président du Pays en avril 2016. Pouvant aller jusqu'à 500 000 F CFP sur le prix de vente, cette aide s'applique au remplacement de tout véhicule mis en circulation avant 2009. D'un montant global de 400 millions de F CFP, apporté à parts égales par le Pays et les concessionnaires automobiles, elle restera en vigueur jusqu'à épuisement de la dotation ou au plus tard le 31 décembre 2016.

Internet : mise en place d'un dispositif de soutien à la connexion des entreprises

En août 2016, le Conseil des ministres de Polynésie française a décidé la mise en place d'une mesure de soutien à la connexion des entreprises (ACE), visant à développer le raccordement des entreprises à l'Internet. Ce dispositif, encadré par la Direction générale de l'économie numérique (DGEN), prendra la forme d'une aide financière complémentaire versée aux entreprises choisissant de se raccorder au réseau, plafonnée à 100 000 F CFP et à 70 % des frais de raccordement déboursés.

Tourisme : l'autorité de la concurrence autorise le rachat de deux hôtels par la société HNA Tourism

L'Autorité de la concurrence de Polynésie française (ACP) a autorisé le rachat de l'hôtel Hilton de Moorea et de l'hôtel Saint-Régis de Bora-Bora par une société de nationalité chinoise, HNA Tourism (filiale du conglomérat Hainan Airlines Group), considérant que l'opération ne porte pas atteinte à la concurrence, ni dans l'hôtellerie ni, par le biais d'éventuels effets congloméraux, sur des activités déjà exercées par le groupe Hainan à l'international (transport aérien notamment).

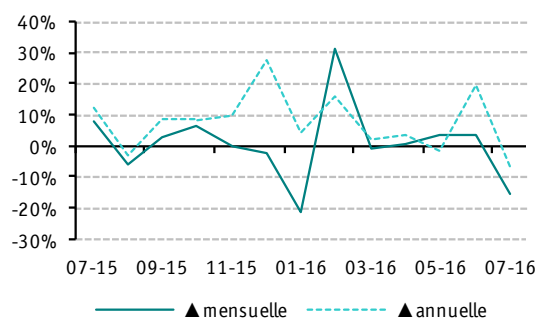
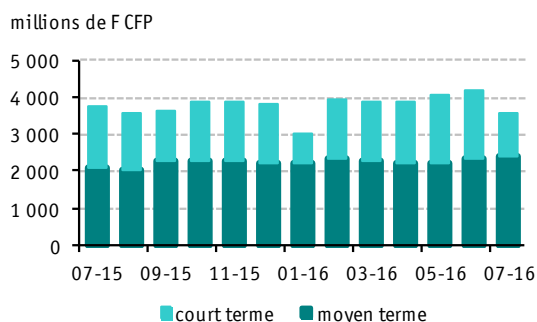
Suite au rachat, la société asiatique HNA Tourism représente désormais 7,2 % du nombre de chambres offertes par la grande hôtellerie en Polynésie française (respectivement 11 % et 17,5 % à Bora Bora et Moorea).

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Repli sur le court terme

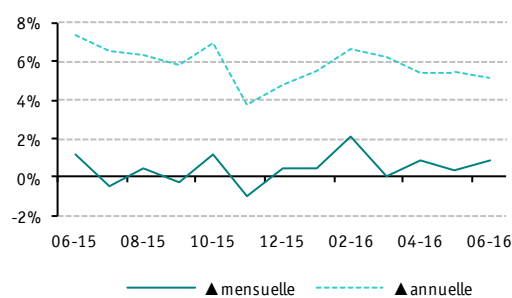
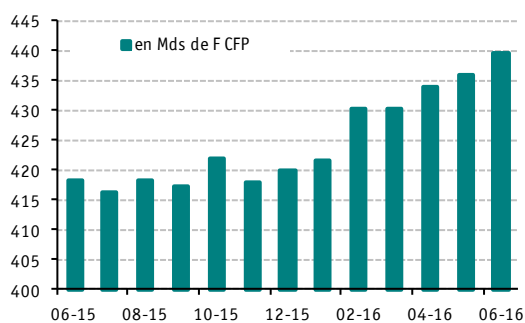
en millions de F CFP	juil-15	juin-16	juil-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 718	1 856	1 158	-37,6%	-32,6%
Utilisations à moyen terme	2 046	2 322	2 364	1,8%	15,6%
Refinancement total	3 764	4 177	3 522	-15,7%	-6,4%



Masse monétaire

Hausse des dépôts à vue sur l'année

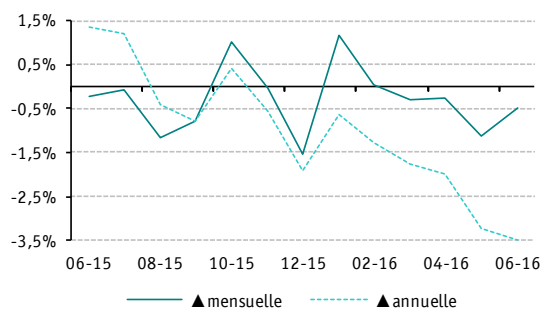
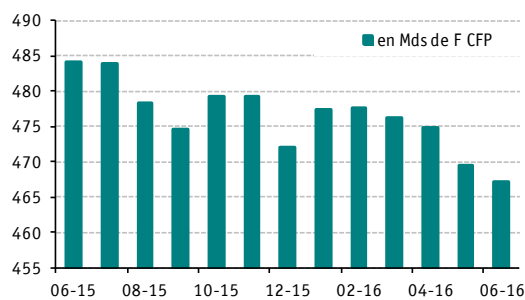
en millions de F CFP	mai-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 765	14 530	14 796	1,8%	7,5%
Dépôts à vue	168 659	183 833	185 632	1,0%	10,1%
Comptes sur livrets	98 882	103 219	103 395	0,2%	4,6%
Comptes d'épargne logement	402	409	408	-0,2%	1,7%
Dépôts à terme	135 011	132 833	134 486	1,2%	-0,4%
Autres	1 349	1 007	926	-8,1%	-31,4%
Total M3	418 067	435 832	439 644	0,9%	5,2%



Concours des banques locales à l'économie

Contraction de l'ensemble des concours, hormis pour les crédits à l'habitat

en millions de F CFP	juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	107 862	98 973	98 639	-0,3%	-8,6%
Crédits d'équipement	77 664	76 288	75 240	-1,4%	-3,1%
Crédits à l'habitat	170 015	173 561	173 793	0,1%	2,2%
Autres crédits	65 899	63 176	62 497	-1,1%	-5,2%
Créances douteuses brutes	62 731	57 543	57 052	-0,9%	-9,1%
Total Concours de Caractère Bancaire	484 170	469 542	467 222	-0,5%	-3,5%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juil-16	108,8	107,4	108,2	0,7%	-0,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juin-16	115,4	116,6	116,7	0,1%	1,1%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	juin-16	1 408	697	875	25,6%	-37,9%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	juin-16	13 794	12 267	13 540	10,4%	-1,8%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin-16	2 363	2 263	2 408	6,4%	1,9%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juin-16	123	169	177	4,2%	43,5%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-16	94	63	112	77,8%	19,1%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juil-16	465	478	478	0,0%	2,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin-16	2 380	2 298	2 503	8,9%	5,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin-16	3 735	2 890	3 019	4,4%	-19,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-16	216	170	299	75,9%	38,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juil-16	2 711	2 995	2 982	-0,4%	10,0%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin-16	812	309	491	58,9%	-39,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin-16	176	120	114	-5,1%	-34,9%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	juin-16	56	22	273	ns	388,3%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin-16	195	199	145	-27,2%	-25,7%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	juin-16	27	14	6	-56,3%	-77,5%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	juin-16	131	56	56	0,2%	-57,4%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juin-16	62	53	48	-9,2%	-23,2%
Tourisme						
Nombre de visiteurs	mai-16	14 832	17 042	15 738	-7,7%	6,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juil-16	73,8%	71,2%	76,6%	+5,5 pts	+2,9 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
(Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	juil-16	64 745	70 627	71 741	1,6%	10,8%
<i>Comptes sur livret</i>	juil-16	92 613	96 073	94 777	-1,3%	2,3%
<i>Dépôts à terme</i>	juil-16	70 855	71 229	70 858	-0,5%	0,0%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	juil-16	85 554	93 082	91 819	-1,4%	7,3%
<i>Dépôts à terme</i>	juil-16	50 176	49 134	50 098	2,0%	-0,2%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	juil-16	66 876	63 985	64 195	0,3%	-4,0%
<i>Crédits à l'habitat</i>	juil-16	152 644	156 661	157 169	0,3%	3,0%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	juil-16	33 101	27 209	27 415	0,8%	-17,2%
<i>Crédits d'équipement</i>	juil-16	67 578	64 746	64 599	-0,2%	-4,4%
						(source : IEOM)

4 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
	taux		date d'effet						
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%		16/03/2016						
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%		16/03/2016						
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%		16/03/2016						
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
	date d'effet		taux		taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte				
Taux de la facilité de dépôt	21/06/2016		-0,20%		2,75%				
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	21/06/2016		0,00%						
Taux de la facilité de prêt marginal	21/06/2016		0,25%						
Taux de l'escompte de chèques	21/06/2016		0,25%						
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux		date d'effet	
	29/07/2016	30/06/2016	Var. M-1	banques métropolitaines		6,60%		15/10/2001	
EONIA	-0,3210%	-0,2930%	- 0,028 pt						
EURIBOR 1 mois	-0,3710%	-0,3640%	- 0,007 pt						
EURIBOR 3 mois	-0,2970%	-0,2860%	- 0,011 pt						
EURIBOR 6 mois	-0,1860%	-0,1790%	- 0,007 pt						
EURIBOR 12 mois	-0,0490%	-0,0510%	+ 0,002 pt						
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal deuxième sem. 2016		taux		JORF	
	juil.-16	juin.-16	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)		4,35%		26/06/2016	
TMO	0,4300%	0,6500%	- 0,220 pt	autres cas		0,93%			
TME	0,2300%	0,4500%	- 0,220 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme					
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/07/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/07/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/06/2016	30/06/2016	31/05/2016
taux JJ	nd	nd	0,387%	nd	nd	nd	nd	nd	0,479%
3 mois	nd	nd	0,686%	nd	nd	0,022%	nd	nd	0,588%
10 ans emprunts phares	nd	1,481%	1,872%	nd	0,026%	0,110%	nd	95,800%	1,471%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er juillet 2016)									
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers					Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,05%	
Prêts à taux fixe			3,92%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,77%	
Prêts à taux variable			3,36%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,16%	
Prêts-relais			4,03%		Découverts en compte			13,37%	
Autres prêts					Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,72%	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			19,92%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			12,91%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,16%	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			7,40%		Découverts en compte			13,37%	
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	107,3803	1 NZD/XPF	76,4212	1 HKD/XPF	13,8420	1 GBP/XPF	141,3883	
100 JPY/XPF	103,9204	1 AUD/XPF	80,7277	1 SGD/XPF	79,4750	100 VUV/XPF	97,7973	1 FJD/XPF	51,5628